



# OBSERVATOIRE AFRIQUE DE L'EST ENJEUX POLITIQUES & SÉCURITAIRES

NOTE ACTUALITÉ 1

## ÉTHIOPIE: LES FORCES DE DÉFENSE NATIONALE À LA MANOEUVRE

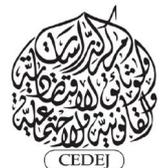
Patrick Ferras - Directeur du CSBA

Juin 2017

L'**Observatoire de l'Afrique de l'Est** (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère des Armées français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.



Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont [disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris](#).

Coordination  
Jean-Nicolas BACH  
Roland MARCHAL

## Table des matières

|  |          |
|--|----------|
| Résumé / Summary   | 4        |
| Introduction   | 5        |
| <b>1. La mort de Meles Zenawi et l'absence d'un nouveau leadership</b> | <b>5</b> |
| <b>2. Les avertissements des militaires: Tsadqan Gäbrä Tensai</b>      | <b>7</b> |
| <b>3. L'état d'urgence et les FDNE</b>                                 | <b>8</b> |
| Conclusion   | 11       |

## Résumé / Summary

L'Éthiopie est rentrée dans une crise profonde. La déclaration de l'état d'urgence le 08 octobre 2016 est la réponse éthiopienne aux malaises politiques et sociaux du pays. Le régime autoritaire incapable de s'ouvrir s'est appuyé sur son outil de défense, lui-même peu enclin à s'ouvrir. La mise sous tutelle du territoire par les Forces de Défense Nationale Ethiopiennes (FDNE) est une réponse dangereuse car elle masque aussi les limites de la réforme du secteur de sécurité entamée en 1991 sous la houlette du général Tsadqan.

**Mots-clefs / Key Words:** Ethiopie, Forces Défense Nationale, transition, état d'urgence

## Introduction

La mort de Meles Zenawi en août 2012 a surpris et chamboulé jusqu'aux plus hautes sphères de la classe politique<sup>1</sup>. L'hommage rendu à cet homme d'Etat fut gigantesque et il plane encore dans les esprits et dans bon nombre de bureaux d'administration ou d'ambassades. La page n'est toujours pas tournée et les événements actuels (crise sociale, difficultés économiques, arrestations arbitraires<sup>2</sup>) soulignent particulièrement le vide laissé par l'ancien Premier ministre, l'incapacité pour ses successeurs à se tourner vers l'avenir et à trouver des solutions durables et innovantes.

Cette note vise à démontrer le rôle des Forces Défenses éthiopiennes dans la crise profonde traversée actuellement par le Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples d'Ethiopie (FDRPE ou EPRDF) au point qu'il ne serait pas exagéré de parler de moment historique tant les bouleversements sont grands au sein d'un Front gouvernant le pays depuis 1991. C'est non seulement la capacité des élites à se renouveler qui est aujourd'hui en jeu, mais plus largement leur capacité à réformer un système hérité en partie de Meles Zenawi.

Nous reviendrons d'abord brièvement sur la période qui a suivi la mort de Meles Zenawi et les débordements de violence suite aux mobilisations qui ont endeuillé l'Ethiopie depuis près de deux ans. Nous nous intéresserons ensuite particulièrement à l'avertissement lancé dès le mois de juin 2016 par l'ancien chef d'état-major des armées éthiopiennes, le général Gäbrä Tsadqan à l'encontre des instances dirigeantes pour leur aveuglement devant la situation du pays, la nécessité de changer de cap et de lancer rapidement des réformes. Mais l'aggravation de la situation a entraîné la déclaration de l'état d'urgence le 08 octobre 2016 et la mise sous tutelle du territoire par les Forces de Défense Nationale Ethiopiennes (FDNE). Après les six premiers mois de cette décision il s'agit aujourd'hui de dessiner un premier bilan de l'évolution de la situation sur les plans politique et sécuritaire et le rôle clé de l'armée dans ces événements.

### 1. La mort de Meles Zenawi et l'absence d'un nouveau leadership

Si le décès de Meles Zenawi<sup>3</sup> a surpris toute la classe politique nationale et internationale, il avait pris soin de désigner son successeur dès 2010. Alors vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Hailé Maryam Desalegn<sup>4</sup> se retrouva propulsé au poste de président de la coalition au pouvoir

---

1 Pour une vision des enjeux de l'Ethiopie après Meles Zenawi, voir notamment le dossier « L'Ethiopie après Meles » dans *Politique africaine*, Jean-Nicolas Bach (dir.), n°149, juin 2016.

2 Pour une présentation plus détaillée des mobilisations qui ont secoué le pays ces dernières années, voir Jeanne Aisserge, *Mobilisation en Ethiopie*, Observatoire de l'Afrique de l'Est, Note 2, Juillet 2017.

3 Meles Zenawi fut Président du gouvernement de transition entre 1991 et 1995 puis Premier ministre à partir de 1995. Il imprima réellement sa « marque » à partir de 2001.

4 Hailé Maryam Dessalegn est originaire du Sud (*Southern Ethiopia People's Democratic Movement*, SEPDM) et protestant.

(*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front*, EPRDF) et Premier ministre.

Le choix de Meles pour cet homme fut sûrement dicté pour sa capacité présumée à rassembler et pour son côté consensuel afin de maîtriser les faucons qui attendaient leur heure dans l'ombre du leader depuis 2001. La forte personnalité du « visionnaire » éthiopien, sa capacité à s'imposer, sa réussite sur le plan international comme intérieur avaient relégué toute possibilité d'existence d'une voie divergente au sein même du *Tegray People's Liberation Front* (TPLF) - et donc de l'EPRDF - et encore moins la naissance d'une nouvelle génération de cadres. Près de cinq ans après la mort de Meles, force est de constater, que Hailé Maryam Dessalegn ne s'est imposé en rien et que même les résultats économiques ont fini leur embellie<sup>5</sup>. Les combats d'arrière-garde se sont succédés, les rivalités entre « *fighters* » et la nouvelle génération ont continué. La mentalité des « libérateurs » reste omniprésente et réduit à peu de choses la volonté de certains de s'éloigner des choix de Meles. Quant à l'ouverture politique, elle n'a toujours pas eu lieu comme en témoignent les résultats des dernières élections en 2015 où le « score » de 100 % des sièges pour la coalition au pouvoir nous a rappelé de bien tristes heures et des attitudes que l'on croyait disparues.

La réforme urbaine de la capitale est à ce titre révélateur des pratiques autoritaires de gouvernement et des réactions violentes qu'elles peuvent désormais susciter. La première version du *Master Plan* (Agrandissement d'Addis-Abeba) fut lancée en mai 2014 et déclencha en région oromo (40 % de la population) de très nombreuses manifestations réprimées violemment. Certaines sources annoncèrent plus de 500 victimes. Le Gouvernement retira son projet. Un nouveau *Master Plan* de la capitale a mis le feu aux poudres. Les protestations, manifestations ont continué tout au long de l'année 2016 et se sont étendues à la région amhara (25 % de la population). La répression a été brutale, violente. La presse internationale comme les chancelleries occidentales bien timides se sont offusquées des nombreux morts en Ethiopie.

Les travaux académiques et journalistiques négligent trop souvent les dimensions sécuritaires et militaires dans leurs écrits. Si la difficulté de recueillir des informations sur ce sujet est réelle, le poids de l'institution militaire ne doit pas être négligé pour comprendre les reconfigurations en cours au sein de l'EPRDF et dessiner ce que pourraient être les perspectives du régime à moyen terme. Son rôle géopolitique dans la Corne de l'Afrique, ses succès et ses capacités dans les Opérations de maintien de la paix des Nations unies (OMP) ou soutien à la paix (OSP) de l'Union africaine participent pleinement à l'image de l'Ethiopie dans le monde. La place de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies (2017-2019) est le résultat de cette volonté et de ces capacités d'intervenir dans les problématiques de paix et de sécurité de la région. Le poids de cette institution au sein même de l'économie éthiopienne est loin d'être négligeable.

---

5 La croissance est bien en dessous des 10 % avancés pour le *Growth Transformation Plan* 2015-2020. Le FMI a annoncé le chiffre de 4,5 % pour 2016 (juillet 2016).

Il apparaît donc important de tenir compte des écrits et des déclarations de certaines hauts responsables militaires même s'ils ont quitté le service actif dans la mesure où ils conservent une aura certaine auprès de très nombreux cadres en service au sein des FDNE. Dès les mois de juin et juillet 2016, deux anciens officiers ont fait un tableau peu reluisant de la situation et ont appelé le gouvernement à réagir urgemment.

## 2. Les avertissements des militaires: Tsadqan Gäbrä Tensai

Le *lieutenant-general* Gäbrä Tsadqan est un ancien général tegréen des Forces de Défense Nationale Ethiopiennes<sup>6</sup>. Il prit la tête de la branche militaire du TPLF pendant la lutte armée à partir du milieu des années 1980, puis devient chef d'état-major de 1991 à 2001, période durant laquelle il conceptualise (1994) et réorganise la nouvelle armée éthiopienne. Il réussit ainsi à transformer une armée de rebelles en une armée de métier. Il est devenu un homme d'affaires après avoir créé un *think tank* et réalisé des missions de conseils auprès de l'armée sud-soudanaise. Il fut démis de ses fonctions en 2001 par Meles Zenawi qui lui reprochait de ne pas l'avoir soutenu activement lors du dernier congrès du TPLF – congrès qui avait entraîné une crise profonde à l'intérieur du Front.

S'exprimant par écrit au travers d'un texte de 35 pages en langue amharique et en tigrinya, Tsadqan développe une attaque très dure à l'égard du gouvernement en place auquel il adresse de violentes critiques. Il estime que le pouvoir exécutif est trop faible et que le Parlement ne joue pas le rôle qu'il devrait. Pour l'ancien chef d'état-major, les militaires sont aujourd'hui plus puissants que le cabinet du Premier ministre. Et la collusion entre la sphère militaire et politique, devenue si importante, est contraire à ce qui avait été pensé à la chute de Mengistu<sup>7</sup>. Il tient pour responsable de la crise en cours la bureaucratie et les membres de la coalition au pouvoir. Les responsables militaires et ceux des services secrets ne rendent quant à eux compte à personne. De plus, Tsadqan rappelle qu'il n'existe aucun contrôle des dépenses de l'exécutif et que le secteur privé n'est pas encouragé. Au cœur même des Forces de Défense, le conglomérat Metals and Engineering Corporation (METEC) serait largement favorisé<sup>8</sup> et l'implication des militaires au sein de celui-ci, et plus largement dans l'économie du pays, serait trop visible, de même que leur enrichissement personnel. L'entremêlement du militaire et de l'économie aurait atteint un point des plus dangereux selon le général, dans un contexte où les élections sont devenues tout à fait futiles.

---

6 Un second général ancien, chef d'état-major de l'armée de l'air (1995-2001) a publié à l'été 2016 un texte dont la proximité argumentaire est semblable à celle de Tsadqan. Nous nous focalisons volontairement sur celui de l'ancien CEMA.

7 En 1994, Tsadqan avait établi les fondamentaux d'une nouvelle armée en estimant qu'elle devait être aux ordres du politique. Cf. Thèse de Patrick Ferras soutenue en mai 2011, « Les Forces de défense nationale éthiopiennes : un instrument de puissance régionale au service du pouvoir civil fédéral ».

8 « *He wins contracts, gets priorities in terms of getting access to foreign exchange and is not audited* » (entretien à Addis-Abeba, avril 2017). Cette entreprise gigantesque qui intervient sur des marchés nationaux et internationaux est dirigée par un militaire (général de division).

Cette synthèse des propos de Tsadqan souligne les difficultés majeures auxquelles est confronté le gouvernement. Le texte que Tsadqan mérite aussi que l'on s'y attarde car il envisage trois scénarii. Le premier, qui a peu de chances de se produire, consisterait en une dégradation continue de la situation sans que le gouvernement puisse en reprendre le contrôle. Si la crise se détériorait dans d'autres régions-Etats, elle toucherait forcément le pouvoir central. Le deuxième scénario se distinguerait du premier par une tentative par le gouvernement de faire quelques changements pour apaiser le peuple. C'est *a priori* celui que favoriserait le pouvoir en place. La troisième hypothèse serait que le gouvernement, conscient de l'existence d'une crise profonde dans le pays, lance un processus de transition avec la participation de toutes les forces politiques et du peuple. C'est le seul scénario qui pourrait éviter les violences, stopper les destructions déjà visibles et qui permettrait d'éviter le chaos.

Si un grand nombre d'analystes Ethiopiens ont apprécié ces propos, la majeure partie des membres du TPLF a estimé qu'en période de troubles, il était malsain de faire un tel état des lieux, surtout lorsque celui-ci provient de Tegréens. Les critiques sur le texte furent importantes et les articles peu tendres pour les anciens généraux qui ont été priés de cesser leurs écrits.

Dans le même ordre d'idées, un rapport réalisé par le *Ethiopian Policy Studies and Research Centre*<sup>9</sup> d'avril 2017 a relevé un certain nombre de défaillances de l'exécutif et rejoint les analyses de Tsadqan. Il note: « (...) *executive institutions do not provide adequate services to all Ethiopians, practice active discrimination. It argues legislative assembly is not able to control and follow up activities and policies of the executive. It also notes that the media has no capacity to respond to grievances of Ethiopians. In conclusion, the lack of good governance notably attempts to hide corruption and rent seeking and lack of efficiency* ».

Moins de trois mois après la diffusion de ces deux textes, la situation s'est fortement dégradée atteignant principalement les régions-Etats Amhara et Oromo. La répression par les forces armées éthiopiennes a été très dure et plus de 500 morts ont été dénombrés. Afin de faire taire les critiques de la presse internationale et des Organisations non gouvernementales (*Amnesty International* et *Human Right Watch*), la proclamation de l'état d'urgence devenait nécessaire pour officiellement faire ce que les autorités menaient depuis plusieurs semaines officieusement.

### 3. L'état d'urgence et les FDNE

Le samedi 08 octobre 2016, l'état d'urgence est décrété conformément à l'article 93 de la Constitution du 21 août 1995<sup>10</sup> (*Federal Negarit Gazeta*) qui

---

9 Intitulé : « *Origins of and solutions to obstacles to implementing good Governance and people's Participation* ». Il s'agit d'un *think tank* gouvernemental.

10 Le point 14 de l'article 51 précise que le gouvernement peut intervenir dans une région-Etat quand celle-ci n'est pas ou plus capable de gérer la situation sécuritaire. Ce point a par ailleurs été précisé par une loi en 2003. La loi anti-terroriste de 2009 peut apporter un cadre très restrictif à tout acte terroriste.

dispose : « *The Council of Ministers of the Federal Government shall have the power to decree a state of emergency should an external invasion, a break down of law and order which endangers the constitutional order and which cannot be controlled by the regular law enforcement agencies and personnel, a natural disaster, or an epidemic occur* (point 1) ». Il peut être instauré pour une période de six mois. Le point 4 précise: « *When a state of emergency is declared, the Council of Ministers shall, in accordance with regulations it issues, have all necessary power to protect the country's peace and sovereignty, and to maintain public security, law and order. The Council of Ministers shall have the power to suspend such political and democratic rights contained in this Constitution to the extent necessary to avert the conditions that required the declaration of a state of emergency* ».

Si l'état d'urgence permet un grand nombre d'actions, le cadre juridique défini au point 6 oblige le gouvernement à rendre des comptes : « *The State of Emergency Inquiry Board shall have the following powers and responsibilities: To make public within one month the names of all individuals arrested on account of the state of emergency together with the reasons for their arrest* ». Quelques jours après la proclamation de l'état d'urgence, le Premier ministre met en place une organisation qui comprend le ministre de la Défense, le chef d'état-major des armées et un responsable de la police fédérale et d'autres personnalités civiles de haut rang (appartenant notamment au TPLF). Mais dans les faits, la totalité des responsabilités revient aux militaires qui identifient et gèrent les zones sensibles. Les forces de police, régionale ou fédérale, sont étrangement absentes.

L'annonce des arrestations, des libérations est faite régulièrement par les autorités éthiopiennes. Courant octobre, le Premier ministre annonce l'arrestation de 2500 personnes et le ministre de la Défense fait état de la libération de 2 000 personnes à la fin du même mois. Un peu plus d'un mois après la proclamation de l'état d'urgence, le gouvernement annonce que plus de 11 000 personnes ont été détenues. Il admet également que des centaines de personnes sont mortes en prison depuis novembre. Ces personnes ont été interpellées pour diverses infractions dont des soupçons de meurtre, d'incendie volontaire, de possession illégale d'armes, d'incitation à la violence et de soutien à des groupes terroristes. Aucun des prévenus n'a été traduit en justice jusqu'ici. Le gouvernement a indiqué que la majorité des délinquants mineurs ont été libérés<sup>11</sup>. Les chiffres avancés par le gouvernement monteront jusqu'à 22 000 personnes arrêtées.

Sur le terrain, les militaires ont géré la situation. En effet, l'arrestation de plusieurs milliers de personnes (certaines sources les estiment supérieures à 70 000) a occasionné des défis en termes d'accueil notamment. Les camps militaires ouverts à cet effet à l'abri des regards des ONG et des journalistes ne sont pas pourvus du minimum (manque d'eau, d'infrastructures) et plus la situation dure, plus la logistique montre des lacunes importantes. Pour une question de visibilité internationale et pour tenir compte des difficultés liées à l'incarcération de populations importantes, il semblait peu probable que

---

11 Analyse de la presse internationale et nationale.

l'état d'urgence soit reconduit pour six mois supplémentaires<sup>12</sup>. Il a néanmoins été prolongé de quatre mois (approuvé par le Parlement éthiopien le 29 mars 2017).

Cet épisode montre bien à quel point les FDNE sont devenues un outil sécuritaire intérieur. Si cette situation peut se justifier au vu des menaces actuelles, il est surprenant que les forces de police ne soient pas partie prenante au règlement de la crise. Car comme l'avait souligné le général Tsadqan, le rôle politique dévolu aux militaires est contraire à la Constitution.

Ces évolutions préoccupantes sur le plan intérieur se doublent d'un autre motif d'inquiétude sur le plan extérieur qui révèle à nouveau la trop grande liberté de manoeuvre du haut commandement militaire, à savoir l'intervention éthiopienne en Erythrée en juin 2016. Décidée par le chef d'état-major, elle a été un échec et aurait dû être interprétée par le gouvernement comme un avertissement des dérives militaires et de l'erreur de cette stratégie rhétorique qui consiste à systématiquement déplacer les causes des problèmes éthiopiens sur l'Erythrée.

Le Premier ministre a procédé à un remaniement ministériel le 01 novembre 2016. Ces quelques « retouches » n'affectent aucunement la structure en place et ne modifient pas fondamentalement l'équilibre politique<sup>13</sup>. Elles ne satisferont pas non plus l'opposition<sup>14</sup>, même si depuis quelques semaines, le gouvernement tente de reprendre contact avec l'opposition politique. Le Président de la république, Mulatu Teshome, écrivait ainsi dans *The Reporter* que l'« *EPRDF semble prendre des mesures concrètes pour apporter des solutions dans l'espace politique*<sup>15</sup> ». Mais l'amorce des discussions est rendue difficile car « *les négociations seront entourées d'un halo d'incertitudes tant que les deux parties s'attacheront à vouloir intégrer des conditions préalables*<sup>16</sup> ». La réunion avec le Premier ministre et 22 partis s'est achevée sur une volonté « *d'accepter de revenir sous quinze jours avec des propositions détaillant comment les négociations pourraient être établies. Elles devront inclure l'agenda, les procédures et règles des négociations, la désignation des médiateurs...*<sup>17</sup> ».

Un des points forts de la crise politique en Ethiopie est de mettre en relief le manque de leaders tant dans l'opposition que la coalition au pouvoir. Il sera donc difficile d'arriver à des compromis tant les rivalités seront exacerbées. La crise actuelle de l'EPRDF n'est pas seulement une crise au sein du TPLF.

---

12 Entretien à Addis Abeba en février 2017.

13 Le nouveau ministre des Affaires étrangères (oromo) n'est autre que l'ancien ministre des transports et l'ancien chef de la Police fédérale.

14 L'arrestation le 30 novembre 2016 d'un des principaux leaders de l'opposition à son retour en Ethiopie alors qu'il était intervenu au Parlement européen ne permet pas d'envisager à court terme une ouverture politique. Merera Gudina, qui dirige l'*Oromo People's Congress*, avait critiqué l'état d'urgence et la répression violente menée depuis un an par les autorités éthiopiennes. Il a rencontré Berhanu Nega (Ginbot 7) et a été photographié avec lui.

15 [www.thereporterethiopia.com](http://www.thereporterethiopia.com) du 21 janvier 2017.

16 Ibid.

17 Ibid.

Mais i le TPLF a un poids important au sein de l'EPRDF<sup>18</sup>, les autres partis ne sont pas silencieux et sont également touchés par la crise politique actuelle. Les trois autres partis membres du Front au pouvoir sont affectés de la même manière tant leurs intérêts sont similaires et liés. *L'Oromo People's Democratic Organisation (OPDO)*, *l'Amhara National Democratic Movement (ANDM)* et le *Southern Ethiopia People's Democratic Movement (SEPDM)* sont au pouvoir depuis 1991 et partagent les mêmes avantages depuis cette période. La crise politique est donc totale. Le Front au pouvoir va devoir se remettre en question et l'opposition chercher à redéfinir ses programmes et ses modes d'organisation.

L'annonce du report en 2018 du congrès du TPLF<sup>19</sup> prévu en septembre 2017 laisse transparaître la difficulté pour ce Front de trouver des solutions rapidement et souligne la gravité de la crise interne.

## Conclusion

L'Éthiopie souffre encore de la mort de son leader charismatique et est rentrée récemment dans une crise profonde. L'engagement des militaires dans le règlement de cette crise marque les limites de la réforme du secteur de sécurité entamée en 1991 sous la houlette du général Tsadqan. Depuis, l'armée est devenue un Etat dans l'Etat comme le soulignait Tsadqan lui-même dans ses propos mentionnés dans cette note. Le régime autoritaire incapable de s'ouvrir s'est appuyé sur son outil de défense, lui-même peu enclin à s'ouvrir<sup>20</sup>.

Les discussions avec l'opposition se sont ouvertes. Elles vont durer longtemps et les avancées vont être lentes. Deux échéances marqueront la réelle volonté de l'Etat de se transformer et de l'opposition de trouver une solution à la crise : les élections locales en 2018 et législatives de 2020<sup>21</sup>.

La crise que connaît l'Éthiopie n'est pas liée aux acteurs extérieurs. Il s'agit d'un problème de gouvernance et de la fin d'un modèle surreprésenté par un homme, Meles Zenawi. L'aveuglement de la Communauté internationale en matière sécuritaire comme en matière économique a eu pour effet de ne pas aider au changement en Éthiopie. Le maintien de l'embargo sur l'Érythrée en est la preuve flagrante depuis plus de trois ans<sup>22</sup>.

L'amorce du retrait du contingent déployé non officiellement en Somalie (4 000 hommes) montre les difficultés éthiopiennes face à la situation sécuritaire à l'extérieur des frontières comme à l'intérieur des frontières. Le

---

18 « People tend to forget that the TPLF “created the EPRDF” and that it has always provided it with ideology, direction and leadership. People also tend to forget that it has a disproportionate influence over the military and the security services » (entretien à Addis-Abeba, avril 2017).

19 Le congrès de l'EPRDF a été lui aussi reporté à 2018.

20 Le chef d'état-major, le général Samora Yenus, est en place depuis 2001.

21 Le Premier ministre est choisi par le parti ou la coalition qui a gagné les élections législatives.

22 « Érythrée - Nations Unies : trop c'est trop », Patrick Ferras, 05 novembre 2014.

fardeau est devenu trop lourd et onéreux. L'outil militaire doit répondre à des besoins stratégiques bien identifiés qui doivent être déterminés par le pouvoir politique civil. A défaut, les Forces armées éthiopiennes retomberaient dans le travers de l'époque de Mengistu : l'utilisation contre la population civile. Le général Samora Yenus, chef d'état-major des armées, arrive en fin de carrière et de prolongation (cinq ans)<sup>23</sup>. Un signe important de changement serait la nomination de son successeur attendue par bon nombre d'officiers dont la carrière stagne. En place depuis 2001, son départ pourrait être l'occasion d'une évolution positive des institutions.

Meles Zenawi a par ailleurs laissé derrière lui un problème fondamental qui est celui de la transition démographique. Elle n'a pas eu lieu et elle modère les effets d'une croissance élevée. La situation économique est en effet tendue et les malaises sociaux sont loin d'être résolus si bien qu'il semble de plus en plus difficile pour les citoyens de comprendre que l'Ethiopie caracole en tête des pays à la croissance la plus élevée alors que le PIB/habitant progresse faiblement. Des réformes sociales de fond doivent encore être menées pour accompagner l'Etat développementaliste éthiopien. Mais le gouvernement actuel continue dans cette erreur de communication sans en fournir un quelconque élément de compréhension pour sa population. A l'heure où Hailé Maryam Dessalegn déclarait : « *China has become a model not only for Ethiopia but now even for the new administration of the United States. They are focused on bringing back jobs and manufacturing to the US, which obviously means the Chinese drive to have manufacturing at home has become a model even to the US*<sup>24</sup> », il n'est pas sûr qu'il soit à la hauteur de ce défi.

---

23 Il a été prolongé une première fois de deux ans conformément aux deux textes en vigueur relatifs à l'organisation des forces armées (la loi 27 du 15 février 1996 (texte législatif) et l'amendement 343 à la loi 27/1996 du 3 juin 2003). La loi 809/2013 du 02 janvier 2014 autorise une prolongation maximum de cinq ans au-delà de la limite d'âge du grade).

24 « *The Africa Report* » du 8 février 2017.

